



Pas de progrès social sans libertés syndicales !

lundi 25 juin 2018, par [Bariaud](#)

ACTUALITÉ

PAS DE PROGRÈS SOCIAL SANS LIBERTÉS SYNDICALES !

Cet hiver un mouvement de protestation de la jeunesse contre les réformes des ministres Blanquer et Vidal s'est construit. Il a été fort dans certaines universités, certaines villes, même s'il n'a pas entraîné une mobilisation majoritaire des étudiant·es, ni des lycéen·es. Pourtant, il ne faudrait pas sous-estimer ce mouvement ou penser qu'une fois les lois passées, il s'arrête automatiquement et ne laisse pas de traces.



Plusieurs universités ont été bloquées pendant de nombreuses semaines, des AG de plusieurs milliers d'étudiant·es se sont tenus à Rennes, Toulouse, Paris, Lille, Strasbourg, etc. Pour les lycées, il y a eu régulièrement des tentatives de blocages et de convergences avec les étudiant·es, de nombreux lycéen·es ont participé aux AG étudiantes. En ce moment, après les premiers résultats de Parcoursup, la mobilisation reprend dans des lycées pour dénoncer les injustices et l'opacité de cette nouvelle procédure d'affectation post bac. Une partie de la jeunesse ne se résout pas à laisser se mettre en place un système qui trie, sélectionne, met en concurrence élèves puis étudiant·es.

Ce mouvement a été marqué par une répression systématique, violente et disproportionnée. Le gouvernement a fait le choix d'intervenir sur toutes les tentatives de blocages d'établissements. Dans les lycées cela s'est traduit par des interventions policières rapides devant les établissements scolaires dès que les blocs se mettaient en place. La présence d'adultes (personnels, enseignant·es, parents d'élèves) n'a pas toujours permis d'empêcher les violences policières telles que jets de gaz au visage, mises à terre, etc.

Récemment le sort réservé aux jeunes arrêtés lors de la tentative d'occupation du lycée Arago est proprement hallucinant : mise en garde à vue de plus de 100 jeunes de moins de 10 ans, absence de communication aux familles même pour les mineures, fouilles au corps répétées, intimidation... la raison invoquée était l'insurrection et l'occupation dans l'établissement scolaire « dont le but de troubler le tranquillité ou le bon ordre de l'établissement ».

Dans les universités les interventions policières de « déblocage » ont aussi été violentes. Les étudiant·es y ont manifesté leur volonté de rester dans les locaux occupés mais aucun policier n'a été blessé même légèrement, ce qui prouve bien que la volonté d'opposition persiste venant que des forces de l'ordre... !

À Toulouse, lors d'un rassemblement, un étudiant a été gouverné blessé par une grenade de démonstration qui lui a explosé sur le dos alors qu'il était maintenu à terre.

À la suite de toutes ces interventions, des présidents d'universités ont tous les services d'entreprises privées de sécurité (instaurant un climat d'effroi sur des campus universitaires arpentés par des vigiles et des chiens de garde).

Au-delà de la violence gouvernementale de « tuer dans l'œuf » les mobilisations des jeunes et leur possibilité de s'organiser, il faut noter l'attitude de nombreux président·es d'universités et proviseur·es de lycées.

En effet, les interventions policières dans l'enceinte des établissements scolaires et universitaires sont soumises à la demande et à l'accord des président·es et proviseur·es, sauf danger grave et imminent.

Sauf à assiéger les blocs, occuper ou AG à des actes terroristes, aucun établissement scolaire ou universitaire ne s'est trouvé dans cette situation d'urgence justifiant une intervention. Elles se sont multipliées pourtant, s'appuyant sur la volonté gouvernementale de criminalisation de l'action syndicale et avec l'accord des directions d'établissements ou, à minima, leur absence de résistance à la pression hiérarchique et politique...

Nos militantes ont été présentes, avec les jeunes, pour crier cette politique qui veut réduire la liberté de rêver et de revendiquer d'une jeunesse à qui l'on a décidé d'imposer l'obéissance et l'individualisme plutôt que l'émancipation et l'organisation collective !



05

Le Lien N°195 - Juin 2018

Cet hiver un mouvement de protestation de la jeunesse contre les réformes des ministres Blanquer et Vidal s'est construit. Il a été fort dans certaines universités, certaines villes, même s'il n'a pas entraîné une mobilisation majoritaire des étudiant·es, ni des lycéen·es. Pourtant, il ne faudrait pas sous-estimer ce mouvement ou penser qu'une fois les lois passées, il s'arrête automatiquement et ne laisse pas de traces.

Plusieurs universités ont été bloquées pendant de nombreuses semaines, des AG de plusieurs milliers d'étudiant·es se sont tenues à Rennes, Toulouse, Paris, Lille, Strasbourg, etc. Pour les lycées, il y a eu régulièrement des tentatives de blocages et de convergences avec les étudiant·es, de nombreux lycéen·es ont participé aux AG étudiantes. En ce moment, après les premiers résultats de Parcoursup, la mobilisation reprend dans des lycées pour dénoncer les injustices et l'opacité de cette nouvelle procédure d'affectation post bac. Une partie de la jeunesse ne se résout pas à laisser se mettre en place un système qui trie, sélectionne, met en concurrence élèves puis étudiant·es.

Ce mouvement a été marqué par une répression systématique, violente et disproportionnée. Le gouvernement a fait le choix d'intervenir sur toutes les tentatives de blocages d'établissements. Dans les lycées cela s'est traduit par des interventions policières rapides devant les établissements scolaires dès que les blocs se mettaient en place. La présence d'adultes (personnels, enseignant·es, parents d'élèves) n'a pas toujours permis d'empêcher les violences policières telles que jets de gaz au visage, mises à terre, etc.

Récemment le sort réservé aux jeunes arrêtés lors de la tentative d'occupation du lycée Arago est proprement hallucinant : mise en garde à vue de plus de 100 jeunes de moins de 30 ans, absence de communication aux familles même pour les mineur·es, fouilles au corps répétées, intimidation... la raison invoquée étant l'intrusion (sans effraction) dans l'établissement scolaire « dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement » !

Dans les universités les interventions policières de « déblocage » ont aussi été violentes. Les étudiant·es y ont manifesté leur volonté de rester dans les locaux occupés mais aucun policier·e n'a été blessé même légèrement, ce qui prouve bien que la volonté d'affrontement physique ne venait que des forces de l'ordre... !

A Toulouse, lors d'un rassemblement, un étudiant a été gravement blessé par une grenade de désencerclement qui lui a explosé sur le dos alors qu'il était maintenu à terre.

A la suite de toutes ces interventions, des président·es d'universités ont loué les services d'entreprises privées de sécurité instaurant un climat délétère sur des campus universitaires arpentés par des vigiles et des chiens de garde.

Au-delà de la volonté gouvernementale de « tuer dans l'œuf » les mobilisations des jeunes et leur possibilité de s'organiser, il faut noter l'attitude de nombreux président·es d'universités et proviseur·es de lycée.

En effet, les interventions policières dans l'enceinte des établissements scolaires et universitaires sont soumises à la demande et à l'accord des président·es et proviseur·es, sauf danger grave et imminent.

Sauf à assimiler les blocus, occupations ou AG à des actes terroristes, aucun établissement scolaire ou universitaire ne s'est trouvé dans cette situation d'urgence justifiant une intervention.

Elles se sont multipliées pourtant, s'appuyant sur la volonté gouvernementale de criminalisation de l'action syndicale et avec l'accord des directions d'établissement ou, a minima, leur absence de résistance à la pression hiérarchique et politique...

Nos militant·es ont été présents, avec les jeunes, pour contrer cette politique qui veut réduire la liberté de militer et de revendiquer d'une jeunesse à qui l'on a décidé d'imposer l'obéissance et l'individualisme plutôt que l'émancipation et l'organisation collective !